

Samir AMIN

Procès de qui ? Procès de quoi ?
Réflexions sur les ambiguïtés des altermondialismes et des antimondialismes

Procès : de l'économisme, de la croissance économique sans limites, du développement, de l'innovation, du patriarcat, du gaspillage, de la destruction des ressources et de la diversité de la nature, des Lumières, de la Raison, du Progrès, de l'Occident, de l'eurocentrisme, de la Modernité, du socialisme et du marxisme, de l'impérialisme culturel mondialisé, des valeurs universelles, des projets d'émancipation humaine que celles-ci inspirent,

Ou Procès : du capitalisme imaginaire et du capitalisme réellement existant, de l'impérialisme qui en est indissociable, dans tous leurs fondements et dans toutes leurs dimensions.

Défense : des civilisations du passé, de la diversité en soi et pour soi, des mythologies et des adhésions obligatoires aux religions sociales, de l'éphémère, du privilège des identités communautaires, de la poursuite du consensus.

Ou défense : de la diversité des imaginaires orientées vers la construction du futur, de la démocratie radicale et de la laïcité, de la multiplicité des identités, de leur mouvance, de la reconnaissance des conflits.

Pour : non pas « la » révolution – celle qui résoudra tous les problèmes de l'humanité - , mais des avancées révolutionnaires en réponse aux défis concrets réels et immédiats auxquels les peuples sont confrontés aujourd'hui,

Pour : la production de visions stratégiques à long terme, quand bien même seraient-elles toujours l'objet nécessaire de la critique et de la révision permanentes.

Pour l'identification des étapes nécessaires et possibles s'ouvrant sur des avancées révolutionnaires.

Contre : les illusions de la soumission au mythe du capitalisme indépassable, celles d'un « capitalisme au visage humain » qui pourrait être l'objectif des luttes, la culture politique du choix du « moins pire », les illusions de la démocratie représentative, l'émiettement des luttes acceptée,

Contre : les imaginaires et les utopies réactionnaires

Contre : les illusions réformistes et l'a-politisme

Pour : les imaginaires et les utopies émancipatrices

Pour : faire de la politique, « autrement » sans doute, mais faire de la politique quand même, révolutionnaire par nature.

Contre : la mondialisation capitaliste

Pour : une mondialisation fondée sur la diversité durable et permanente, la construction d'une perspective communiste produite par le mouvement réel des peuples, fondée à terme immédiat sur la reconstruction d'un monde multipolaire.

Ambiguïtés et confusions du moment actuel

La longue liste des « pour » et « contre » sur laquelle s'ouvrent les réflexions qui suivront n'a pas d'objectif autre que celui d'illustrer la diversité extrême des points de vue adoptés explicitement ou implicitement par tous ceux qui ne vivent pas le système dans lequel l'humanité contemporaine est enfermée comme une « mondialisation heureuse », pour reprendre cette expression malheureuse.

Les options auxquelles j'ai donné mon adhésion dans cette énumération sont celles qui me paraissent nécessaires si l'on veut éviter la catastrophe dans la voie de laquelle la « civilisation du capitalisme » a engagé l'humanité. Mais ces options ne sont pas synonymes de rejet du procès de l'économisme, de l'eurocentrisme, du patriarcat, du gaspillage, des « socialismes historiques réellement existants », de l'impérialisme culturel du modèle et de la pensée uniques, des options immédiates des mouvements engagés dans des luttes forcément partielles. Au contraire les options que je défends supposent toutes les critiques concernées ici. Elles ne visent pas à « donner des notes » à celles-ci, mais seulement à les intégrer dans une vision plus large, qui doit les englober d'une manière satisfaisante pour l'esprit et l'action.

Mon propos est de montrer qu'à travers cet exercice, l'outil intellectuel et pratique du marxisme est plus que jamais le meilleur dont l'humanité contemporaine dispose, même si – d'évidence – ce marxisme n'est pas nécessairement celui de tous ceux qui s'en inspirent. Mon propos restera bref, m'étant exprimé plus en détails ailleurs sur les propositions que je ferai.

Qu'est-ce que le capitalisme ?

Je n'hésite pas à qualifier de capitaliste le système dans lequel nous vivons. Je ne crois ni nécessaire, ni efficace de lui substituer d'autres qualifications, comme celles de « système occidental », ou « prométhéen », ou « économiciste ». Car toutes ces qualifications sont comprises dans le terme de « capitaliste », tel que je le saisis.

Le capitalisme n'est pas un « système économique », mais un système (comme tous les systèmes) pluridimensionnel intégré, un système civilisationnel. Il a ses fondements spécifiques et son histoire concrète propres qui le distinguent des régimes que les civilisations ont connu avant lui. Il faut montrer comment ces fondements et cette histoire expliquent tous les caractères de la réalité du monde « moderne », c'est à dire tous les « vices » - majeurs ou mineurs selon les uns ou les autres – contre lesquels se révoltent les alter et les anti mondialistes d'aujourd'hui, les réformistes modérés et les radicaux. Il faut montrer comment les spécificités propres aux moments successifs de cette histoire et celles qui font les « différences » aujourd'hui, ne sont autres que les formes spécifiques à travers lesquelles s'exprime le mouvement général que la mise en œuvre des principes du capitalisme imprime.

1. Le capitalisme est un système social global, à vocation mondiale.

Il n'est pas réductible à son apparence immédiate, exprimée dans la vulgate du jour en termes de « domination absolue de la logique unilatérale du marché ». Encore moins dans ceux de la vulgate proposée par l'idéologie dominante : le règne de « l'échange » entre les « individus », la société étant réduite à la somme de ceux-ci, et l'échange étant économique (achat et vente)

ou choix (« libre ») entre diverses alternatives (allant du choix du conjoint à celui du représentant politique élu). Cette vulgate méprise au plus haut point la réalité de toute l'histoire de l'humanité, et même les règles élémentaires de l'usage de la raison dans l'analyse de cette réalité passée et présente.

Le capitalisme – comme tous les systèmes de l'histoire réellement existante des peuples – est un système civilisationnel dans lequel les dimensions économiques, sociales, culturelles, idéologiques, politiques sont indissociables.

Le capitalisme est un système conquérant ; et il a conquis effectivement la Planète entière. Dans ce sens la mondialisation ne constitue pas une caractéristique nouvelle du système. Je suis de ceux qui l'ont toujours pensé ; mes écrits qui ont plus de cinquante ans d'âge traitaient pour cette raison de « l'accumulation à l'échelle mondiale ». Les critiques d'aujourd'hui qui refusent de séparer le concept de mondialisation de sa réalité – celle de la mondialisation capitaliste – ne disent rien d'autre.

2. Le principe fondamental sur lequel le capitalisme est tout entier construit est celui de la propriété privée (de l'entreprise) et de la liberté (d'entreprise).

A lui seul ce principe suffit pour penser le capitalisme dans sa réalité. Ce principe n'était pas celui sur lequel les civilisations humaines – y compris celle de l'Europe chrétienne et féodale - avaient été bâties. Ce principe nouveau a été formulé (par les Lumières) comme celui de la Raison et de l'efficacité pratique.

Le capitalisme n'est fondé sur rien d'autre d'essentiel. Les concepts d'égalité entre tous les êtres humains, ceux de démocratie comme mode de gestion du pouvoir, ont été conçus et définis – au sens de limités – par les exigences de leur soumission au bon fonctionnement du principe de la liberté de l'entrepreneur capitaliste. Que les réalités que l'égalité des droits, leur élargissement progressif pour inclure des droits sociaux, la pratique de la démocratie représentative, aient représentés des « avancées historiques », je n'en disconviens pas. Encore que certains y voient une régression par rapport aux formes de « convivialité » qu'ils croient avoir caractérisé les systèmes non capitalistes antérieurs. Je ne partage pas ce point de vue qui non seulement me paraît bel et bien réactionnaire, mais encore fondé sur des illusions embellissantes de la réalité des systèmes antérieurs concernés. Je vois au contraire, pour ma part, dans l'affirmation de ces réalités – ait-elle été progressive, relative, limitée et finalement subordonnée aux exigences du déploiement capitaliste – le produit des résistances des classes populaires (et de leurs victoires partielles) à l'horreur capitaliste.

Marx pensait sans doute que le passage par le capitalisme non seulement était un fait (qui pourrait le nier ?), mais encore un progrès nécessaire pour pouvoir penser aller ensuite plus loin. Je le pense également ; ce qui ne signifie pas qu'aujourd'hui la « voie capitaliste » - entre autre conçue dans les périphéries du système mondial réel comme moyen de rattrapage- soit possible, ni même qu'elle soit souhaitable.

Marx pensait aussi – en partie et parfois – que « plus le capitalisme est pur de tout héritage antérieur, meilleur il est pour préparer son dépassement ». C'est sans doute pourquoi il a laissé entendre qu'il jugeait « supérieur » et « meilleur » le capitalisme construit aux Etats Unis en comparaison de celui de l'Europe, qui ne s'est pas débarrassé intégralement de son passé féodal. Je pense exactement le contraire. Que le capitalisme le plus « pur », celui des Etats Unis, est plus résistant aux projets révolutionnaires nécessaires pour son dépassement.

Car il a été capable de façonner la société et sa culture politique en fonction des exigences de leur soumission à la reproduction capitaliste avec plus d'efficacité que les capitalismes « impurs » de l'Europe. Dans ce sens la société des Etats Unis est véritablement totalitaire. Son totalitarisme – qui prend le nom de consensus (consensus que le capitalisme est indépassable, fait partie de la « nature humaine ») – peut bien paraître « vivable », respectueux du « droit » et de certaines libertés (pas toutes). Il n'en est pas moins aussi totalitaire que les théocraties d'autan pouvaient l'avoir été, ou aspiré à l'être. Je n'attribue pas aux « vestiges du féodalisme » dans la construction capitaliste européen réellement existant les vertus que des nostalgiques du passé lui octroient. Au contraire ces vestiges ont renforcé les côtés réactionnaires des pouvoirs capitalistes concernés. Mais ils ont aussi, par leur existence même, cassé la possibilité d'un consensus « à l'américaine » et fabriqué un contraste droite/gauche sans lequel on ne comprendrait ni l'émergence d'une contestation socialiste du capitalisme ni les perspectives qu'elle ouvre.

Je me suis exprimé sur ces problèmes ailleurs et n'y reviens pas. Je rappelle seulement les propositions que j'ai faite concernant les raisons de l'émergence du capitalisme en Europe (et au Japon) plutôt qu'en Chine, en Inde ou dans le monde musulman. La flexibilité des formes périphériques du mode de production tributaire - et les féodalismes européen et japonais représentaient ces formes par opposition aux formes tributaires achevées des grandes civilisations anciennes - a constitué l' « avantage » qui explique le « miracle européen ». Je rappelle également seulement les propositions que j'ai faites concernant les divergences entre la culture politique des Etats Unis et celles de l'Europe moderne. Aujourd'hui les Etats Unis constituent un centre « plus achevé » que l'Europe, de ce fait plus résistant au changement.

Le principe fondamental du capitalisme – propriété privé et liberté d'entreprise (quelles que soient les limites impliquées par sa régulation éventuelle) – s'exprime dans la pratique non seulement par la « recherche du profit » (celui du capital devenu force dominante s'imposant aux décideurs (agents économiques et serviteurs politiques) mais encore par le façonnement des manières de production et de consommation qui servent l'accumulation du capital devenue nécessité de survie quotidienne du système et, partant, incontrôlables dans leur fuite en avant permanente. Que cette réalité ait été positive au sens qu'elle a permis un développement accéléré et sans précédent des forces productives, cela me paraît indiscutable. Et dans ce sens le capitalisme a constitué un « progrès » - et non une régression. Sur ce point je partage l'opinion de Marx et n'adhère pas à celle des nostalgiques du passé. Mais ce moment « constructif » est, à mon avis, bel et bien dépassé aujourd'hui. La dimension destructive du capitalisme l'emporte sur celle qui a constitué sa dimension constructive ; et le capitalisme est devenu un système obsolète, l'ennemi de l'humanité.

La dimension destructive du capitalisme n'est pas nouvelle (ce qui est nouveau c'est la gravité de la menace qu'elle représente). Elle est synonyme « d'aliénation economiciste » (« marchande » pour employer le terme de Marx). Les critiques du marxisme – en général – ignorent à des degrés divers cette analyse, fondamentale pour moi, qui constitue l'axe central du marxisme tel que je le comprends. C'est avec le capitalisme que l'économie devient l'instance dominante de la reproduction sociale dans son ensemble. J'ai exprimé sur cette question une formulation qui est la suivante : « la loi de la valeur (propre au capitalisme) ne façonne pas seulement l'économie du capitalisme, mais toute la société capitaliste », ou encore « il n'existe pas d'économie de marché qui ne soit tout également une société de marché » (contrairement à ce qu'affirment certains sociaux démocrates). Cela ne signifie pas qu'un « socialisme avec marché » ne puisse pas être conçu comme une étape dans la longue transition au delà du capitalisme. La découverte par certains critiques du monde moderne que

dans les sociétés antérieures l'économique était enchâssée (« embedded ») dans d'autres dimensions sociales, ignore que Marx l'avait déjà bel et bien découvert avant eux. Mais Marx ne pensait pas que les sociétés antérieures ignoraient pour autant l'aliénation, qui – selon lui – revêtait la forme « religieuse ». Ce que je crois important de dire, parce que les nostalgiques du passé l'ignorent, c'est que l'émancipation implique le dépassement de toutes les aliénations sociales, marchandes ou autres. La découverte, par contre, que même dans le capitalisme réellement existant (par contraste avec le capitalisme imaginaire des doctrinaires libéraux) « le marché » n'existe pas en dehors des fragmentations de la société réelle dans lequel il fonctionne, a son importance. Car cette découverte est précisément celle qui me fait distinguer le capitalisme imaginaire (qui en nie l'existence) du capitalisme réellement existant.

L'aliénation économiciste est à l'origine de la double destruction qui menace la civilisation. Celle de l'être humain réduit par la logique capitaliste à n'être que « force de travail », que son exploitation par le capital et sa sur exploitation à la limite soit reconnue, ou qu'elle ne le soit pas, masquée alors par le discours individualiste du « capital humain » (peut-on imaginer une expression aussi malheureuse, produite d'évidence par la culture de l'aliénation !). L'être humain devient alors, en sus de sa qualité essentielle de force de travail (pour servir le capital), un « consommateur » (utile au capital), un « spectateur politique » (para citoyen impuissant). Toutes les critiques adressées au capitalisme sur ces terrains – et elles sont nombreuses et variées – rejoignent les miennes. Celle de la nature, réduite à des richesses passives qui n'attendent qu'à être exploitées par la société, c'est à dire en fait le capital. Marx aussi l'avait déjà dit, en dépit de la vision prétendue « prométhéenne » qu'on lui attribue sans nuances, qu'il aurait « partagé » avec l'idéologie bourgeoise, qualifiée alors « d'occidentale ».

Car il reste à savoir si les formes antérieures des civilisations avancées n'ont pas elles aussi produit des effets analogues, bien que leur fonctionnement fut tout autre. L'aliénation est soumission (la soumission volontaire par le moyen de la religion sociale et du pouvoir sacré) et permet l'exploitation du travailleur. Il n'y a rien qui permette de dire que ces formes de l'exploitation aient été plus « humaines », « conviviales ». Les sociétés encore plus anciennes, qui ignoraient le pouvoir d'Etat, les classes ou les ordres, étaient-elles libres de toute aliénation ? Le croire me paraît simplement naïf, quoiqu'en disent les culturalistes nostalgiques.

3. Le capitalisme réellement existant comme système mondial a une histoire concrète, bien entendu. Cette histoire pose bien des questions auxquelles, faute de réponses adéquates (autant que possible, et toujours soumises à critique), les adversaires du monde contemporain risquent de se tromper d'ennemi, confondre capitalisme et Occident par exemple.

Première série de questions : comment rendre compte de ce fait (majeur) – l'émergence du capitalisme en Europe - ; quelles ont été les conséquences de ce fait.

Je me suis exprimé largement sur cette série de questions. Entre autre j'ai critiqué (et rejeté) les thèses attribuant le fait à certaines « spécificités » prétendues anciennes de « l'euroanéité » (l'ancêtre grec, la christianophilie, les versions successives du racisme). En lieu et place j'ai cru possible d'expliquer ce fait par les spécificités (récentes) de l'histoire européenne, à savoir par le féodalisme, forme périphérique du mode tributaire général, caractérisant toutes ces sociétés de classes anté modernes.

Deuxième série de questions : comment situer, dans ce cadre (les circonstances concrètes de l'émergence capitaliste en Europe), l'idéologie qui en a accompagné la formation (les Lumières).

Les Lumières, ses concepts de Raison et de Progrès, ne sont pas des réalités qu'on peut saisir en dehors de l'émergence du capitalisme. Elles sont au contraire l'expression de celle-ci. Il s'agit de Lumières bourgeoises, et ses concepts de Raison et de Progrès portent tous les caractères – les limites et les contradictions – du projet de société qu'elles promeuvent. Le principe fondamental de la modernité dont elle ouvre le déploiement, par nature « sans fin », proclame que « l'Homme fait son histoire ». Ce principe qui fait contraste avec celui des temps antérieurs qui octroie cette responsabilité à Dieu, ou aux Ancêtres, ou à leur substitut de fait – le Roi, l'Eglise – constitue à mon humble avis un progrès (avec un p minuscule), au sens d'une avancée révolutionnaire. Car il permet désormais l'invention libre de l'avenir, il substitue à la loi immuable (celle dictée par la religion sociale en général, comme la Sharia en terre d'Islam, ou par la « coutume » ethnique ou para ethnique) le droit d'innover ; et par là même crée les conditions de la démocratie, qui est un concept moderne qui n'a rien à voir avec les pratiques de la consultation qu'on trouve dans toutes les sociétés. Ce principe libère également l'individu, concept nouveau et exigence de l'émancipation humaine, que je considère également pour cette même raison comme une avancée révolutionnaire.

Les principes et leurs développements proposés par les Lumières n'en demeurent pas moins prisonniers des exigences du capitalisme émergent. Ils sont interprétés comme confluents avec la liberté économique d'initiative de la nouvelle classe capitaliste ; ils fondent une démocratie représentation maîtrisée par la classe dirigeante. Je ne dis ici rien de nouveau que Marx n'ait déjà dit, mais que la plupart des critiques « post modernes » et autres (jusque et y compris les ténors des néo-fondamentalismes religieux ou para religieux) semblent ignorer. La modernité bourgeoise n'est pas la fin de l'histoire, mais seulement la préface à des avancées capables d'en radicaliser la portée.

Bien entendu les Lumières sont ambiguës, ambivalentes, comme à peu près toutes les pensées sociales. Le bâton peut être tordu dans un sens ou l'autre, selon les intérêts sociaux explicites ou implicites et leurs légitimations prétendues « théoriques » (je préfère quant à moi parler de pensée sociale plutôt que de théorie sociale). Par exemple cette pensée peut être associée à l'athéisme absolu. Mais la théologie de la libération prouve que la croyance et la proclamation que l'Homme fait son histoire sont parfaitement conciliables dans une interprétation d'une évolution conduisant à la « religion sans dogmes » comme je l'ai écrit. Par exemple l'individu en question peut être compris comme étant déjà le sujet de l'histoire (ce que dit la pensée sociale bourgeoise sur laquelle la prétendue théorie économique libérale est fondée) ; ce qu'il ne peut être en fait dans la société de classes que le capitalisme est. Par exemple cette pensée peut être associée à une négation de l'interaction nature/humanité et à la réduction de la nature au statut de chose, en attendant d'être marchandise. Mais la bonne écologie (dont Marx sème quelques unes des semences) ne l'accepte pas, à juste titre à mon avis. Par exemple la forme représentative de la démocratie et le « règne de la loi » comme on dit peuvent être considérés comme l'expression exclusive de la Raison ; ce que beaucoup des mouvements des classes populaires victimes du capitalisme n'accepteront pas. Par exemple le futur à construire, présentée comme le socialisme faisable, peut être réduit à une accumulation au service de tous et non plus d'une minorité – et c'est ainsi que les socialismes réellement existants l'ont compris. Mais ce futur peut être imaginé différemment, comme rupture avec la logique de l'accumulation produite par le capitalisme.

Chaque fois qu'on est confronté à la réalité et aux propositions avancées pour changer le monde, on est par là même confronté à faire les choix suggérés ici. La question qui doit être posée à cet endroit n'est pas de savoir « quel est le bon choix » mais qui choisit quoi et pourquoi. Il s'agit de comprendre et d'expliquer (avec le risque d'erreur qui ne peut jamais être exclu) avant d'approuver ou de condamner.

L'idéologie des Lumières – car toute pensée sociale est aussi idéologie – c'est à dire l'idéologie des Lumières bourgeoises, est à l'origine de la production d'un « capitalisme imaginaire » qui donne sa légitimité à l'économisme et à la pratique de la gestion capitaliste de la société. L'économisme en question n'est pas partagé par la pensée libérale et la pensée marxiste comme le prétendent un bon nombre de critiques du monde contemporain. La pensée de Marx est un anti-économisme fondamental. *Le Capital* porte en sous titre « Critique de l'économie politique » pas par hasard. Cette critique ne propose pas une « bonne théorie économique » pour succéder à la « mauvaise théorie économique » bourgeoise, mais explique pourquoi dans le capitalisme l'économisme est devenue instance dominante. Sans doute cette lecture de Marx n'a pas été celle des marxismes historiques au pouvoir, en particulier de la vulgate soviétique. Mais il faut expliquer pourquoi il en a été ainsi, ce que je rappellerai plus loin.

Le capitalisme imaginaire constitue l'objet de la « science économique » bourgeoise. Celle-ci s'emploie à « démontrer » que le principe du marché généralisé assis sur la propriété privée des entreprises doit produire trois effets associés : le progrès matériel au bénéfice de tous (même si c'est progressivement), les conditions donc du « bonheur » (assimilé au progrès des quantités consommées), et, partant, les conditions d'un « consensus démocratique » exprimé par la démocratie représentative.

La démonstration ne vaut rien en théorie. Car elle est toute entière fondée sur l'idée – fausse – que les marchés tendent vers l'équilibre « optimal ». La démonstration est parfaitement tautologique car en fait on ne peut démontrer que le contraire : que les marchés se déplacent d'un déséquilibre à un autre sans que jamais on ne connaisse où ils conduisent. On explique leur histoire réelle *a posteriori* en faisant intervenir les conflits d'intérêts sociaux que la théorie économique veut ignorer. A l'origine de la bévue il y a l'idée que l'individu est, par le fait du marché (capitaliste), déjà devenu le sujet de l'histoire. Ceux des critiques du système qui nous rappelle que les marchés n'opèrent pas dans le vide mais sont enchâssés (« embedded ») dans des réalités sociales multiples font ici œuvre utile. Et rejoignent – même lorsqu'ils le nient – Marx . La réalité dément tout autant que la rigueur du raisonnement les attentes de la mythologie libérale. Car le déploiement du capitalisme réellement existant produit et reproduit dans des formes toujours renouvelées la « pauvreté » c'est à dire le contraire du « bonheur », l'inégalité – entre autre entre les peuples des centres et ceux des périphéries du système global mondialisé. Ce déploiement exige donc la violence et la « dictature » plus souvent qu'il ne favorise la démocratie, fut-elle seulement représentative. Il faut bien entendu expliquer les raisons de ces réalités, et non se contenter de proclamer que le libéralisme « bien compris » permettra de les dépasser.

Qu'est-ce que l'impérialisme ?

Ces avantages – en termes de puissance – des sociétés capitalistes émergentes en Europe (et de l'autre région centrale majeure où le capitalisme a essaimé – les Etats Unis, comme au Japon), sont à l'origine de la conquête du monde par les puissances concernées. La puissance s'exprime ici d'abord en termes de moyens militaires. Mais elle s'exprime également en

termes d'attraction que la puissance économique permet, en outre en termes de niveaux de vie (consommations utiles ou non, état de l'éducation et de la santé, espérance de vie etc.) tout comme en termes d'attraction des formes nouvelles de la gestion sociale associées au capitalisme (genres de vie – si critiquables soient-ils – libération, au moins partielle, de l'individu, tolérances religieuses et autres, respect de la loi, voire pratique démocratique). Les nostalgiques du passé méprisent peut être ces motifs d'attraction ; les peuples non.

Certes les avantages en question, et la conquête du monde qui leur est associée, prennent la forme d'une « occidentalisation » du monde. D'autant qu'ils viennent conforter chez les Européens (et les Nord Américains, leurs enfants) l'expression arrogante de leur « supériorité » (voire d'un racisme affiché), renforcée à son tour par les mythologies eurocentriques dont j'ai rappelé plus haut les critiques que leur ai adressées.

Mais l'impérialisme en question n'est pas d'abord « culturel » (« l'occidentalisation du monde »). Il est d'abord économique, au sens très précis que le déploiement du capitalisme mondialisé réellement existant n'a jamais créé les conditions d'un « rattrapage » par les régions attardées de leur « retard », mais au contraire a produit et reproduit toujours en l'approfondissant la césure zones centrales dominantes/zones périphériques dominées. Je ne reviens pas sur ce point, central dans ma lecture du capitalisme réellement existant, que j'ai qualifié d'impérialiste par nature à toutes les étapes de son déploiement mondialisé. Au point que la contradiction centres/périphéries soit devenue la contradiction visible principale à travers laquelle s'exprime le conflit capital transnational dominant/travail émietté et divisé entre les nations, transformant les périphéries en zones des tempêtes permanentes (je dis bien tempêtes et non révolutions).

Si le capitalisme, dans sa mondialisation, avait mis en marche un processus de « rattrapage » plus ou moins généralisé, « l'occidentalisation » du monde – pour le meilleur et pour le pire – aurait été acceptée par les peuples non européens. Marx l'a parfois laissé entendre, encore qu'il se soit repris sur ce point. Mais justement parce le système est impérialiste (au sens de polarisant défini dans les termes mêmes par lesquels se mesure le degré de « développement » capitaliste), l'occidentalisation du monde est mal vécue, souvent rejetée sans que le capitalisme – la cause du mal – ne le soit.

Le contraste centres/périphéries s'approfondit d'étapes en étape en revêtant chaque fois des formes nouvelles : le mercantilisme de 1500 à 1800, le monopole industriel de 1800 à 1950, les nouveaux monopoles (les « cinq monopoles » – de l'accès aux ressources naturelles de la planète, du contrôle des technologies, de l'information, de la circulation financière, des armements de destruction massive – sur lesquels je me suis exprimé ailleurs). Les pays dits « émergents » aujourd'hui constituent en fait le cœur des périphéries de demain. L'impérialisme n'est ni une phase, ni une forme circonstancielle, du déploiement du capitalisme mondialisé réellement existant. Il est une caractéristique inhérente à celui-ci ; et produit une contradiction réelle de plus en plus violente.

Nous sommes parvenus au stade où cette contradiction contraint le capitalisme à devoir devenir génocidaire. Comment gérer cette masse de populations qui rassemblent 85% de l'humanité et à laquelle le capitalisme n'a pas grand' chose à offrir autrement que par la violence permanente ? Le choix d'une stratégie du « contrôle militaire de la planète » par les forces armées des Etats Unis, voire avec la complicité de leurs alliés de la triade impérialiste (Europe et Japon), est la conséquence logique de l'état réel du monde.

La résistance des victimes principales du système – les classes populaires des périphéries – n'est pas nouvelle. Elle s'est manifestée à tous les stades du déploiement capitaliste, mais elle est devenue, dès le XXe siècle, l'une des forces principales à laquelle le capital est confronté dans ses projets de domination et de reproduction de celle-ci. Cette résistance a toujours revêtu des formes diverses, et a toujours été d'une efficacité variable. Elle s'exprime, entre autre, dans l'une des trois familles de réponses au défi que je rappellerai brièvement.

La première famille consiste dans la mise en œuvre de contre stratégies d'adaptation et de survie. Les « pauvres » ne meurent pas tous, beaucoup « survivent » car ils savent s'adapter en inventant des stratagèmes intelligents et efficaces, associant procédés qui relèvent des logiques dominantes du capitalisme et d'autres qui leur sont étrangers – que ceux-ci soient prétendus « hérités de leurs cultures anciennes » ou qu'ils ne le soient pas. L'observation de ces stratégies est nécessaire, leur défense même l'est. Mais il ne s'agit pas d'autre chose que de stratégies d'adaptation, qu'elles soient en partie ou en totalité récupérées (l'informel au service de la rentabilité du capital qui se déploie dans les activités formelles) ou qu'elles ne le soient pas. Je crois que l'idée que ces stratégies construisent le monde de demain est naïve. Cela ne signifie pas qu'il n'y ait rien à en apprendre. Au contraire c'est à partir d'elles – parce qu'elles sont la réalité – que la résistance des peuples pourra éventuellement avancer dans la direction de luttes plus décisives.

La seconde famille est constituée – pour moi – par des options qui enferment dans l'impasse et produisent de ce fait des dérives tragiques inévitables. L'accent mis sur la dimension « culturelle » de l'impérialisme réellement existant au détriment de sa dimension dominante, celle imprimée par le déploiement des logiques capitalistes, favorisent ces options. J'en ai donné ailleurs quelques exemples sur lesquels je me suis largement exprimé. J'ai qualifié ces stratégies impuissantes de « dérives culturalistes », entendant par là qu'elles sont fondées sur la croyance que les « cultures » constituent des invariants dans l'histoire. Ces dérives peuvent revêtir des formes « ethnicistes » (je préfère les qualifier de para-ethnicistes) comme en Yougoslavie, en Europe orientale, en Afrique et ailleurs. Ou des formes « religieuses » (para-religieuses). L'Islam politique, mais aussi l'Hindutva dont bien des critiques de la modernité font un éloge inconsidéré, et d'autres, constituent des exemples contemporains de cette dérive. Ces mouvements se vivent comme « les ennemis de l'Occident » (mais pas du capitalisme dont ils ignorent jusqu'au concept). Mais ennemis impuissants, et de ce fait alliés objectifs. Tenant le Coran, la Bible ou un drapeau tribal dans une main, la bouteille de coca cola dans l'autre, ils font l'affaire du système, même lorsqu'ils semblent lui créer quelques problèmes.

La troisième famille est plus intéressante, à mon avis, parce qu'elle ouvre des possibilités de remise en question du capitalisme. Il s'agit de ce que j'ai appelé des « avancées révolutionnaires », non « la » révolution (finale). Des avancées qui se sont exprimées à travers les « révolutions » conduites dans des périphéries du système au nom du « socialisme » (Russie, Chine, Viet Nam, Cuba), ou à travers les mouvements de libération nationale d'Asie et d'Afrique de l'après seconde guerre mondiale (l'ère de Bandung, celle des national-populismes). Que ces avancées n'aient pas produit des « alternatives authentiques » mais se soient ajustées aux exigences du « développement »- de nature capitaliste par essence – ne me paraît pas du tout constituer une proposition erronée. Au contraire, c'est pour moi l'évidence, mais avant de les condamner pour ce fait il faut savoir pourquoi il en a été ainsi. On ne pourra aller plus loin que si l'on sait donner une réponse à cette question.

Bilan des luttes anti-capitalistes

Les peuples n'ont pas attendu hier pour s'engager dans des combats contre le capitalisme, soit pour s'y ajuster au mieux des intérêts des classes populaires, soit carrément pour le renverser. Un bilan critique de ce que ces luttes ont permis d'obtenir, des perspectives dans lesquelles leurs victoires s'inscrivent, de leurs échecs, est toujours nécessaire. Ce bilan a été fait, refait, et sera à refaire sans cesse. La sévérité dans le jugement, voire la conclusion qu'aucun de ces mouvements de luttes effectives n'est parvenu à sortir véritablement des logiques de reproduction et de déploiement du capitalisme, ne me gênent pas.

Encore faut-il rester modeste dans les propositions alternatives que ce bilan critique sévère peut appeler. Car si tant de générations passées ont fait « fausse route », quelle assurance avons nous, les uns et les autres, aujourd'hui, de savoir que nous détenons le secret du succès ? Je n'hésiterai pas à adresser ce reproche à beaucoup des mouvements contemporains qui se contentent de dire : le socialisme, ou même les socialismes, ont tous fait faillite. Point. Voilà la recette pour faire mieux. Je dirai même que je suis surpris par l'ignorance des faits, des théories et des arguments du passé et des critiques de ce passé ; et que cette ignorance surprend davantage quand il s'agit d'intellectuels cultivés.

Les révolutions du passé conduites au nom du socialisme ont échoué. Soit. Encore faut-il préciser la nature de leur échec et ses raisons. Ces révolutions ont-elles échoué simplement parce que la « théorie générale » de ce qu'elles se proposaient de construire conduisait nécessairement à l'impasse et au retour en arrière ? Ou bien des réalités objectives (dont il faut préciser la nature), combinées avec les analyses qui en ont été faites et des réponses proposées pour relever leur défi, expliquent les parcours concernés ?

Pour certains, aujourd'hui, le ver était dans le fruit dès le départ : la révolution russe a échoué parce que le marxisme aurait partagé avec l'idéologie bourgeoise l'illusion du « développement », c'est à dire du développement capitaliste. Certains vont jusqu'à qualifier le marxisme de théorie (ou pensée) économiciste, prométhéenne, eurocentrique culturellement. Je crois que ceux là connaissent mal Marx. Ce qui ne signifie nullement que les courants dominants du marxisme historique n'aient pu être – au moins partiellement – eurocentriques et économicistes. La question est de savoir pourquoi les « mauvais marxismes » (économicistes) l'ont emporté sur les « bons » ; quelles réalités objectives ont pesé dans ce sens.

Toutes les révolutions conduites « sous le drapeau du marxisme » (Russie, Chine, Viet Nam, Cuba) ont eu lieu dans des périphéries du système mondial. Beaucoup des critiques de ces expériences ne tiennent pas compte de ce fait, ou, comme certains le suggèrent, « il n'aurait pas fallu tenter de faire une révolution socialiste dans ces pays ». L'alternative – faire une révolution bourgeoise – me paraît proposer pire, impossible de surcroît, et sans avenir. Pour ma part je crois que les révolutions en question, que je préfère qualifier d'avancées révolutionnaires, ont été confrontées, pour la raison objective lourde évoquée (l'appartenance de leur société à la périphérie du système), à une double tâche : « rattraper » et « faire autre chose ». Penser, comme le suggèrent nombre de mouvements contemporains, qu'ils auraient dû (et pu) renoncer au « rattrapage » et se contenter de faire autre chose, me paraît passablement naïf et peu réaliste. Les critiques du modernisme nostalgiques du passé peuvent se permettre de faire l'impasse sur les exigences d'un certain développement des forces productives nécessaire pour assurer un niveau de vie acceptable à leur peuple, et aussi pour garantir sa sécurité militaire contre l'agression impérialiste. Ils peuvent nourrir ce qui pour

moi est une illusion : que les villageois d'Afrique peuvent – s'ils le veulent – « sortir du système du développement » et proposer à l'humanité entière la solution. Ils ne le peuvent pas. Et ils ne le veulent pas, même lorsqu'ils sont condamnés, pour leur survie, à développer des stratagèmes « non capitalistes ». Les propositions d'un certain écologisme fondamental sont appelées, de ce fait, à n'avoir aucune force convaincante, aucun impact en dehors de milieux intellectuels (occidentaux) qui expriment par là des vœux pieux généreux mais impuissants.

La combinaison « un certain développement des forces productives »/construire d'autres rapports sociaux est difficile, parce que contradictoire. Le développement des forces productives appelle fatalement la reproduction de modèles de production, d'organisation et de consommation capitalistes par nature, au sens de semblables à ceux développés historiquement par le capitalisme dans ses centres avancés. L'imitation est toujours dangereuse, parce qu'elle n'est pas neutre et entrave l'autre objectif : inventer les rapports sociaux du socialisme. La critique doit porter à mon avis sur l'analyse de comment cette combinaison a été pensée et traduite en pratique. Cela implique une lecture critique du marxisme, celle de Marx même (pourquoi pas ?) et celle évidemment des marxismes historiques. Mais la critique véritable, sous peine de tomber dans la scolastique dogmatique, ne peut pas séparer l'analyse théorique (du ou des marxismes) de celles des intérêts sociaux en action.

Ce que j'ai dit ici des révolutions conduites au nom du socialisme s'applique *mutatis mutandis* aux luttes de libération des peuples des périphéries du système. Ces peuples se heurtent aux mêmes défis : il leur faut « rattraper », au moins suffisamment pour réduire leur vulnérabilité interne et externe. Sans doute dans ces expériences l'autre objectif (faire autre chose) était-il absent, même lorsqu'une rhétorique « nationaliste » affirmait le contraire. De ce fait l'objectif – « rattraper » - est à l'origine du choix fondamental – un modèle de développement capitaliste en dernière analyse. Je n'ai pas attendu la découverte de cette réalité par la génération contemporaine pour le dire, tout au long de « l'ère de Bandoung », à partir de 1955 ! Ce développement capitaliste devait « échouer », au sens qu'il ne permettait pas le « rattrapage » invoqué pour en légitimer le choix. Mais il constituait, à mon avis, une avancée révolutionnaire – parce qu'il exprimait une prise de position anti impérialiste- qui aurait pu s'ouvrir à d'autres avancées. Je ne veux pas dire par là que cette première avancée devait produire « spontanément » une évolution favorable vers d'autres avancées comme la théorie soviétique (que j'ai combattue) de la « voie non capitaliste » l'a prétendu. Je veux dire par là qu'il n'était pas inscrit dans les gènes du système (que j'ai qualifié de national-populiste) qu'il tombe à droite, comme celui de l'Union Soviétique. Il aurait pu évoluer à gauche. Evidemment à partir d'un certain stade de « mal-développement » (c'est à dire de développement purement capitaliste, opérant dans les conditions de la périphérie du système), on peut dire que les jeux étaient faits, la chute et la restauration inévitables. Quoiqu'il en soit, même dans ces expériences de « socialisme dilué » du Sud (par comparaison avec celui des socialismes réellement existants des pays de l'Est), les réalisations de la période nationale-populiste n'ont pas été négligeables (et les peuples concernés le pensent ainsi). Non seulement en termes matériels – niveaux et conditions de vie, capacité de défense – mais également en termes de choix politiques porteurs potentiels d'avancées ultérieures. La déconnexion – c'est à dire la substitution de priorités internes à celles que l'ajustement au capitalisme mondial impose – n'est pas l'une des moindres de ces amorces d'avancées ultérieures. Je suis surpris que les défenseurs de la « sortie du développement capitaliste » ne le voient pas.

Les défis auxquels les peuples sont confrontés aujourd'hui sont toujours de la même nature, même si ces défis trouvent leur place dans un système global transformé (comme toujours dans l'histoire réelle). Peut-on alors, modestement, tirer quelques leçons des faiblesses et vicissitudes du passé, voire des échecs fracassants, pour proposer des idées stratégiques nouvelles ?

Alors que faire ?

Trois familles de réponses au défi, comme toujours.

Première famille : ne rien faire, laisser faire, ou se contenter de ce qui se fait (les résistances en cours).

Il y aura toujours des pensées politiques disposées à faire ce genre de choix. Les uns plus patement parce qu'ils pensent – et avouent – que leur conception de la politique implique qu'on s'inscrive dans les rapports de force qui opèrent dans la société telle qu'elle est, et qualifient d'utopie irréaliste toute volonté d'agir pour modifier les rapports de force. La droite adopte spontanément ce point de vue, puisque les rapports de force opèrent par définition en sa faveur. Mais une bonne partie des gauches dites « réalistes » ne sont pas très loin de se comporter de la même manière. Qu'ils justifient par le choix du « moindre mal ». Ou qu'ils déguiseront – de bonne foi souvent – par leur espoir de donner « un visage humain » au capitalisme, à la mondialisation « responsable » etc.

Plus sophistiquée, la même attitude commande la pensée de ceux qui croient que l'avenir se construit déjà dans le présent. Oui, certes, mais à travers les contradictions du système et la radicalisation des luttes. Non si l'on pense pouvoir s'en tenir à faire l'inventaire des résistances en cours et à les soutenir. Negri a tenté de « théoriser » cette option, avec des arguments creux à mon avis.

Une forme de pensée voisine anime certains développements de militants de base, engagés dans des formes de résistance active et inventive, allant des stratagèmes de survie au « commerce équitable », à la création de « banques des pauvres », de coopératives etc. Non que ces initiatives soient méprisables. Loin de là. Mais au delà du soutien qu'on peut leur apporter, le succès du potentiel d'avenir que ces stratégies d'action peuvent mobiliser dépendra de la radicalisation de l'ensemble des luttes. A défaut je dirai que ces actions resteront émiettées et de ce fait parfaitement « absorbables » par le système dominant.

Seconde famille : retourner au passé, dans lequel on pourrait découvrir la réponse aux défis des impasses dans lesquelles le monde contemporain s'est enfermé.

Il n'est pas nécessaire de revenir sur cette question à laquelle j'ai déjà donné ma réponse. Le passé auquel on appelle à revenir est une mythologie inventée d'un passé tout à fait imaginaire, qui n'a rien à voir avec ce que le passé a été réellement ; cette construction artificielle embellit le passé pour en légitimer l'appel du retour. L'appel peut prendre des formes brutales et absolues (c'est le cas des fondamentalismes para-religieux et para-ethniques) ou plus subtilement évoquer avec beaucoup de flou la « convivialité » des sociétés du passé. Une convivialité qui en fait fonctionnait dans le cadre d'aliénations sociales puissantes. Mais cette évocation enregistre quelques succès (éphémères, le plus souvent du mode) du fait des destructions opérées par l'individualisme bourgeois. Les pratiques politiques dérivées de ces idéologies passéistes sont toujours incapables de répondre aux défis

contemporains, sont même souvent terriblement réactionnaires et violentes (voir l'islam politique), et de ce fait parfaitement utiles pour perpétuer la gestion du système capitaliste.

Troisième famille : libérer l'imaginaire créatif en regardant devant nous, non en arrière, pour penser l'avenir.

Je défends ici l'utopie critique, comme Marx l'a fait en pensant le communisme. Non pas du tout comme la poursuite du « développement matériel » selon les procédés du capitalisme historique (ce que disent vite les détracteurs du marxisme), mais fondamentalement différemment. Qu'on réfléchisse aux phrases de Marx sur la réduction drastique du temps de travail et le développement des facultés créatrices de l'individu (pêcheur une heure, poète l'autre...). Un temps de loisirs qui n'a rien à voir avec le loisir marchand reconstituteur de la force de travail. Un communisme dont les formes et institutions organisatrices ne peuvent être définies à l'avance (comme les « socialismes utopiques » ont imaginé le faire) parce qu'elles ne peuvent être que la création progressive de l'imaginaire actif des peuples – dans la diversité. Cette diversité est de nature plurielle. Elle peut capitaliser à son profit les héritages riches (si on sait en faire la critique) diversifiés de l'histoire prodigieuse de l'humanité (et pas seulement, évidemment, des « occidentaux »). Elle doit permettre la coexistence de philosophies d'inspirations multiples, y compris religieuses (comme la théologie chrétienne de la libération en démontre la possibilité). Cette diversité nécessaire, vitale, durable (et non de « transition »), non opportuniste et manipulée, appelle à la critique vigilante des tendances à la dogmatisation, religieuse ou civile.

Mais je défends aussi la nécessité de s'engager dans cette voie dès aujourd'hui. En pratique, et pas seulement en théorie. Et pour le faire il faut partir des contradictions concrètes du système tel qu'il est, des fissures qu'elles occasionnent qui permettent des avancées sérieuses. Il faut penser – et mettre en pratique – des stratégies de radicalisation des luttes.

Je ne proposerai pas de formule toute faite pour répondre au défi. Je n'en ai pas l'outrecuidance, et pense même que l'exercice est par lui-même dangereux. Je me contente donc de signaler ce qui, à mon avis, pourrait constituer un ensemble de principes, à soumettre à la discussion, capables de faciliter l'émergence de stratégies à la hauteur des défis.

Premier principe : concevoir et définir des objectifs de luttes immédiates (à partir de celles en cours) allant au delà de la démocratie représentative (elle-même en crise et en recul quoiqu'on dise), amorçant l'association (et non la dissociation) de la démocratisation (processus et non formule définie une fois pour toute) de toutes les dimensions de la vie sociale (locale, nationale et internationale ; dans la gestion économique, sociale, culturelle et politique) au progrès social (terme volontairement flou, qui permet de faire des petits pas en avant ou des grands pas quand c'est possible, vers le socialisme à inventer).

Cela implique non seulement l'adoption de chartes de droits individuels et collectifs, sociaux et économiques comme politiques, généraux et spécifiques, intégrant les droits des paysans (à l'accès à la terre), des femmes (à l'égalité réelle et pas seulement « en droit »), intégrant les droits des générations à venir (principes de précaution, gestion non marchande des ressources naturelles), mais encore la définition de programmes de contrôle et de régulation des marchés et des droits de l'entreprise (privée ou publique).

Cela implique aussi bien entendu une pratique radicale de la laïcité, le refus de toute aspiration à la domination d'une quelconque religion sociale, identité communautaire,

philosophie d'Etat, pensée unique. A son tour cette exigence impose le refus de la tentation de construire des consensus et des majorités électorales pour l'exprimer, et de favoriser, au contraire, la culture politique du conflit reconnu et légitime.

Second principe : concevoir la mondialisation comme devant être fondée sur la reconnaissance de la pluralité des Nations et des peuples, des Etats. Combattre donc la mondialisation unipolaire mise en œuvre par l'hégémonisme des Etats Unis ou par celui de la triade impérialiste (Etats Unis, Europe, Japon). Combattre pour la construction d'alliances et de fronts dans le Sud capables de faire reculer la mondialisation unipolaire, et imposer l'alternative multipolaire.

Ce principe part de la reconnaissance des effets incroyablement destructeurs de la civilisation que les inégalités prodigieuses entre les peuples produites par la mondialisation capitaliste expriment. On en déduit que les formules associant démocratisation et progrès social ne peuvent être identiques pour les centres et les périphéries du système, les uns et les autres conjugués au pluriel. Cette association définit le sens que je donne au terme de développement, par lui même toujours flou. Ce développement n'est alors plus simplement capitaliste, mais conflictuel.

L'ensemble de ces deux principes, et de tous les corollaires qu'on peut en déduire, constitue ce que j'appelle « faire de la politique ». Une politique qui fait prévaloir les logiques de luttes sur celles « d'organisation » (« participer au pouvoir », fusse au prix de se contenter de bénéficier de miettes de celui-ci). Cette politique est réaliste au bon sens du terme, en ce sens qu'elle ne s'alimente pas du rêve romantique de « la » révolution qui résoud tout. Ou de ses substituts, comme « arrêter immédiatement le développement », non moins romantiques. Elle préconise des avancées révolutionnaires et la construction de leur convergence dans la diversité.

L'identification des sujets historiques concrets capables de faire cette politique constitue le défi majeur auquel tous ceux qui veulent non seulement penser mais également agir sont confrontés. Je ne tenterai pas de bâcler des réponses à ces questions concrètes. Je dirai seulement que ces sujets ne peuvent être que multiples, définis en termes de classes sociales (et pas seulement par leur réduction à celle que constituerait « le prolétariat » ouvrier ou au sens plus large), de mouvements et de groupes de citoyens, de femmes, de paysans, de peuples. Je dirai aussi que l'identification de ces sujets concerne toutes les régions du monde, mais, du fait du contraste majeur centres/périphéries, sera toujours fortement défini par la position des peuples dans la hiérarchie produite par le capitalisme/impérialisme mondialisé. Des avancées révolutionnaires sont nécessaires et possibles chez les uns et les autres, même si elles resteront par la force des choses ambivalentes, porteuses à la fois d'avancées ultérieures potentielles ou engageant dans des impasses. La tentation du social-impérialisme dans les centres, du nationalisme étroit dans les périphéries sont là pour en illustrer la réalité. L'internationale des peuples à construire est le seul moyen de fortifier les chances de convergence entre les avancées possibles dans les centres et dans les périphéries – la zone des tempêtes – par le soutien mutuel que les luttes des uns et des autres doivent considérer comme un principe fondamental guidant leur pensée et leur action.